

Leonardo Tamburini

Selon le recensement national de 2001, 62% de la population bolivienne de plus de 15 ans est d'origine autochtone. Les peuples autochtones reconnus sont au nombre de 36, les plus importants d'un point de vue démographique étant les peuples quechua (49,5%) et aymara (40,6%) qui se situent dans les Andes occidentales ; les Chiquitanos (3,6%), Guaranis (2,5%) et Mojeños (1,4%) auquel vient s'ajouter 2,4% restant constitué par l'ensemble des autres peuples autochtones forment 34 peuples autochtones vivant dans les Basses Terres de la région orientale du pays.

Jusqu'à présent, les peuples autochtones ont consolidé presque 20 millions d'hectares en propriétés collectives sous la forme de Terres Communautaires d'Origine (TCO). Avec l'approbation du Décret 727/10, les TCO ont acquis la dénomination constitutionnelle de Territoire Indigène Originnaire Paysan (*Territorio Indigena Originario Campesino*-TIOC). La Bolivie est signataire de la Convention 169 de l'OIT depuis 1991. La Déclaration des Nations Unies sur les Droits Humains des Peuples Autochtones fut approuvée par la loi 3760 du 7 novembre 2007.

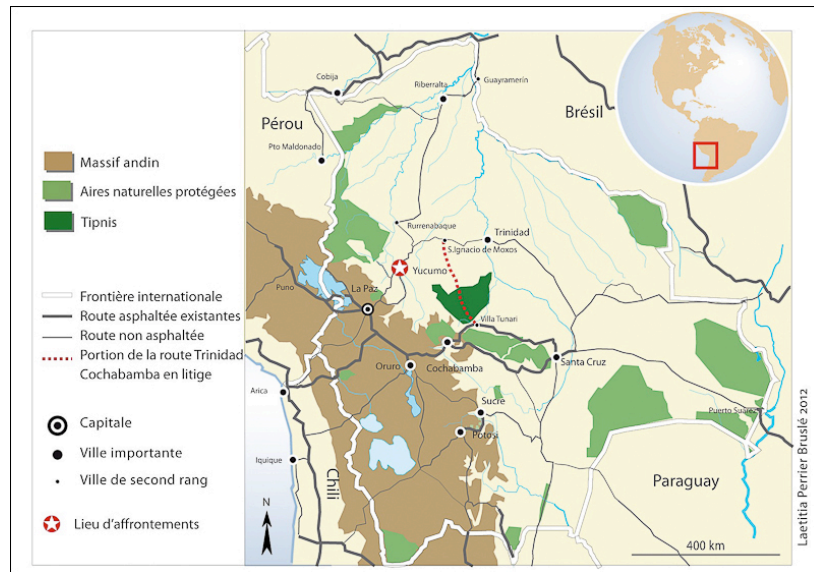
La 8^{ème} marche autochtone

Le 3 juin 2011, le Président Evo Morales a inauguré les chantiers de la route Villa Tunari à San Ignacio de Mojos dont le tronçon central passe au cœur du *Territoire Autochtone et Parc National Isiboro Sécuré (TIPNIS)* en déclarant « que les autochtones le veulent ou pas », le gouvernement construira la route. Lorsque les trois peuples qui habitent le TIPNIS ainsi que leurs organisations représentatives¹ comprirent que la décision était irréversible, ils décidèrent de recourir à la dernière forme de défense qu'ont les peuples autochtones des Basses Terres de Bolivie : la marche.

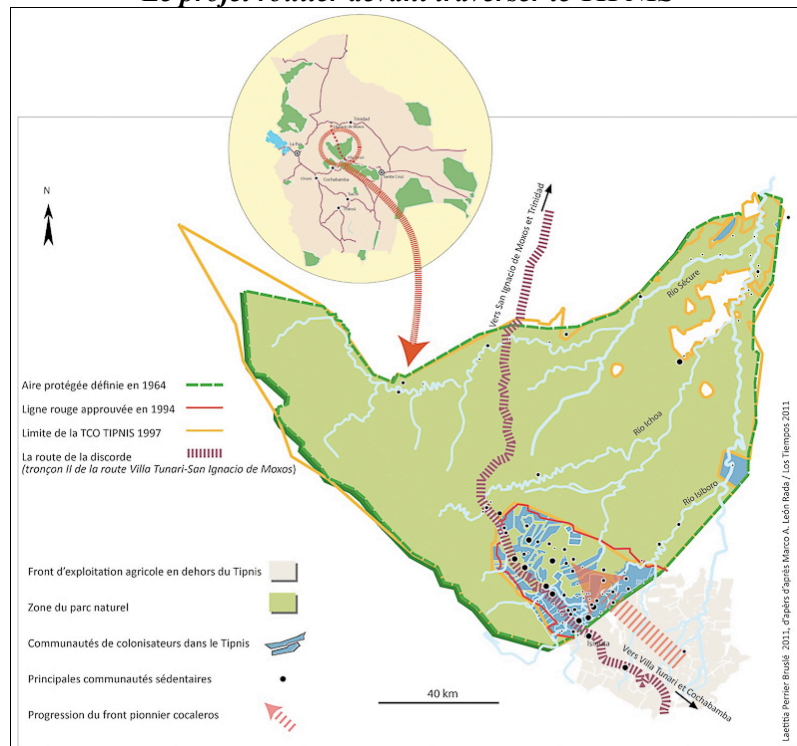
Cette route prétend relier le Tropique de Cochabamba, principale zone de cultures de coca excédentaire² à la région des anciennes réductions jésuitiques de Mojos en traversant l'une des plus grandes réserves écologiques du pays et le territoire autochtone des peuples Yuracaré, Tsimane et Mojeño. Elle est financée par un crédit de la Banque de Développement Economique et Social du Brésil (BANDES) et est construite par une entreprise également brésilienne, la OAS³.

Face à la volonté du gouvernement de poursuivre la construction de la route, la *Confédération Indigène de Bolivie* (CIDOB) regroupant les organisations autochtones des Basses Terres et les organisations du TIPNIS appelaient à participer à la 8^{ème} marche autochtone⁴. Dès le début, le *Conseil National des Ayllus et Markas du Qullasuyu (CONAMAQ)* regroupant les organisations autochtones de la région andine ainsi que plusieurs autres organisations régionales intégraient le cortège. La demande centrale de la marche concernait la défense du TIPNIS. Les organisations mobilisées exigeaient que l'État Plurinational change sa décision de sorte que la route ne traverse pas le territoire autochtone et qu'il définisse un tracé alternatif qui éviterait le territoire et ce, en vertu de l'affectation définitive des droits au territoire, à la vie et à l'identité culturelle des peuples autochtones qui habitent ce territoire.

Localisation du Territoire Indigène et Parc National Isiboro Securé (TIPNIS)



Le projet routier devant traverser le TIPNIS



Laetitia Perrier Bruslé, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif 2012, mis en ligne le 26 janvier 2012, consulté le 02 septembre 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/12972>

La « séquestration » du Chancelier David Choquehuanca

Dès le début de la marche, le Président et ses ministres ont lancé une campagne systématique de disqualification contre les dirigeants autochtones, les accusant d'être liés aux services de coopération des Etats-Unis et des attaques verbales constantes contre les ONG de soutien pour leur participation à la marche. Du 30 août au 25 septembre, jour de la dispersion de la marche,

la section locale de la Fédération des Colonisateurs [Colonizadores] proche du parti du Président Morales a bloqué les routes de Yucumo, une bourgade située sur la route entre Trinidad et La Paz. La pétition des dirigeants qui assumaient le barrage reproduisait exactement ce que le gouvernement exigeait des marcheurs : engager le dialogue tout en maintenant la décision de construire la route par le TIPNIS. Le barrage comptait également avec une forte présence policière – plus de 700 effectifs – qui avait pour instruction de ne pas lever le barrage, ni permettre que les autochtones continuent leur marche jusqu'à La Paz. Le 23 septembre, le Chancelier David Choquehuanca s'est déplacé avec l'intention d'établir le dialogue entre le gouvernement et les marcheurs. Pour sa condition d'autochtone aymara, le Chancelier était considéré comme le dernier espoir d'entente avec le gouvernement mais les marcheurs se trouvaient dans une situation désespérée puisqu'ils ne pouvaient pas avancer, bloqués par le barrage des colonisateurs et le contingent policier. Ils connaissaient de sérieuses restrictions en eau et en nourriture en plus de se trouver confrontés à des conditions climatiques adverses. Le Chancelier a défendu l'initiative du barrage de Yucumo et a accusé les marcheurs autochtones d'être contre le « processus de changement », provoquant l'indignation des femmes, des mères de centaines d'enfants qui se trouvaient sans nourriture et sans eau⁵. Les femmes débordèrent les autorités du gouvernement et la police, ouvrant une brèche à travers la masse de personnes qui se tenait devant le Chancelier, rompant de fait le barrage. Le gouvernement a présenté ces faits comme la « séquestration » du Chancelier en dépit du fait que Choquehuanca témoignait ultérieurement du contraire⁶.

La répression de la 8^{ème} marche autochtone

Le 25 septembre, les marcheurs déjeunaient et débattaient sur une note envoyée par le gouvernement lorsqu'un millier de policiers en équipement d'intervention ont mené une répression féroce. Les autochtones furent soumis au gaz lacrymogène et attaqués avec des balles en caoutchouc, des méthodes qui ont dispersé dans l'effolement les familles qui étaient réunies. Les policiers ont procédé à l'arrestation des principaux dirigeants, d'hommes et de femmes, de députés autochtones et de défenseurs des droits humains présents qui, bien qu'ils n'opposaient aucune résistance, furent frappés à plusieurs reprises alors qu'ils étaient à terre, bâillonnés avec des rubans adhésifs, insultés et conduits par la force dans des véhicules mis à disposition pour leur transfert. Mais la répression a provoqué des effets contraires à ceux qui étaient planifiés par le gouvernement. La caravane de bus de la police qui entreprit le retour vers la ville de Trinidad fut arrêtée par les habitants de San Borja solidaires des détenus. La police opta alors pour avancer jusqu'à Rurrenabaque qui se situe à 150 km au nord-ouest de San Borja avec l'intention d'évacuer les détenus par les airs. Mais les avions militaires affrétés par les forces de sécurité furent eux aussi interceptés par les habitants qui occupèrent l'aéroport. À l'issue de la répression, on comptait 74 blessés plus ceux qui restaient psychologiquement traumatisés par les mauvais traitements et la séparation des familles pendant plusieurs jours.

La condamnation générale de tous les secteurs de la société bolivienne, y compris les plus proches du gouvernement, et la répercussion négative au niveau international de cette intervention violente et injustifiée contre la marche, a généré une crise gouvernementale. Le lundi 26 au matin, à peine les images de la répression et les premiers témoignages des victimes étaient-ils diffusés sur les canaux de télévision que démissionnait la Ministre de la Défense, Cecilia Charcón. Le mardi 27, face aux preuves écrasantes de responsabilité dans la répression policière, le vice-ministre de l'Intérieur, Marcos Farfán, et le Premier ministre, Sacha Llorenti, démissionnèrent à leur tour, le second ayant été l'ancien président de l'Assemblée Permanente des Droits Humains de Bolivie (APDHB) et connu pour son

activisme en faveur des droits humains. Le Président Evo Morales condamna l'intervention, en particulier le traitement réservé aux détenus. Il présenta ses excuses et rejeta la faute sur la police tout en se déboutant de toute responsabilité personnelle dans la décision d'intervention.

L'arrivée à La Paz et l'approbation de la Loi 180

Recomposée après la répression, la 8^{ème} marche arriva à La Paz le 19 octobre et fût reçue par plus de 500 000 personnes qui accompagnaient les marcheurs jusqu'au siège du gouvernement, canalisant la clameur de tout un pays exigeant le respect des peuples autochtones qui habitent le TIPNIS et qui ont décidé d'empêcher, dans l'exercice de leur libre détermination, qu'une route passe par leur territoire.

Les autochtones, soutenus par de nombreux collectifs et personnes solidaires occupèrent la place Murillo, en face du palais présidentiel. Le 20 octobre, face à la pression populaire, le président Evo Morales annonce lors d'une conférence de presse qu'il remettra au Congrès un ensemble d'observations sur le projet de loi antérieurement approuvé pour que soit incorporée dans le texte une disposition interdisant la construction de la route Villa Tunari - San Ignacio de Mojos ou toute autre route passant par le TIPNIS. Le 24 octobre, la Loi n°180 de protection du TIPNIS fut promulguée.

Une fois la décision prise qui résolvait le problème central de la marche, s'ouvrait la négociation pour le traitement des 15 autres points de la plateforme de demandes⁷. Ces points ont fait l'objet d'un consensus rapide à partir du moment où la principale demande était solutionnée.

La Loi de protection du TIPNIS a introduit deux modifications fondamentales : a) l'article 3 par lequel « ...ni la route Villa Tunari – San Ignacio de Mojos, ni aucune autre, ne traversera le TIPNIS » qui répond à la principale demande de la 8^{ème} marche et b) la déclaration d'intangibilité du territoire qui, selon l'article 4, implique « qu'étant donné le caractère intangible du TIPNIS, devront être adoptées les mesures légales correspondantes qui permettent de réviser, annuler ou laisser sans effets les actes qui contreviendraient à cette nature juridique ». Une telle définition du concept d'intangibilité, qui va dans le sens opposé à celui défini par la marche, fût exposé par le gouvernement comme « une réponse à ce que demandaient exactement les autochtones » à partir de laquelle étaient reconsidérés des autorisations y des permis d'exploitation des ressources octroyés par l'État à des opérateurs externes au TIPNIS et selon lesquels les organisations percevraient à l'avenir des bénéfices économiques. Cet article, qui propose une interprétation complètement arbitraire et exagérée de l'intangibilité interdit, dans les faits, pratiquement toute activité économique dans le TIPNIS, y compris celles qui sont réalisées par les autochtones eux-mêmes.

Une fois la Loi n°180 approuvée et les actes signés qui mettaient fin à la mobilisation, une commission déléguée de la 8^{ème} marche est restée à La Paz pour travailler le règlement de la loi aux côtés des fonctionnaires du gouvernement comme cela avait été convenu. La discussion prit du retard et commença à être connectée à un nouveau scénario de tensions que les secteurs proches du gouvernement générèrent dans le pays en questionnant la loi qui venait d'être approuvée. Finalement et après un mois d'attente, l'acte fût signé et un projet de règlement de la loi n°180 fût élaboré de manière consensuelle entre la commission déléguée de la marche et des ministres du gouvernement.

L'élection des magistrats

Le rejet social de la répression à l'égard des autochtones défenseurs du TIPNIS s'est déplacé vers l'élection des magistrats prévue pour le 16 octobre⁸. À la veille des élections, le gouvernement émettait des propos politiques⁹ sur la 8^{ème} marche qui insinuaient des effets

nuisibles de celle-ci sur le processus électoral. Dans ce contexte, le gouvernement organisa un grand rassemblement à La Paz, de plus de 100 000 personnes, majoritairement composé de militants du parti gouvernemental MAS et de fonctionnaires publics. La décision des autochtones de ne pas marcher durant les jours précédant les élections et retarder l'entrée de la marche à La Paz eut un effet très positif au sein de la population qui exprimait son mécontentement envers le gouvernement durant les élections, ce qui se traduisit par une majorité de votes nuls (44,03%) et blancs (13,8%), les valides atteignant les 42,09%, avec un pourcentage d'abstention de 20%¹⁰.

Mobilisations en faveur du gouvernement

Le 24 octobre 2011, peu de jours après que la Loi 180 ait été approuvée, le Président, apparemment contrarié de la décision qu'il dû adopter, se réunit avec les militants de son parti et d'autres leaders sociaux dans la ville de Cochabamba. Lors de cette réunion, le premier mandataire se plaignait d'avoir été abandonné par ses bases lors du conflit de la 8^{ème} marche et reprochait à celles-ci de ne s'être jamais mobilisées pour éviter la promulgation de la Loi n°180¹¹. Ces déclarations ont provoqué des réactions au sein même du mouvement paysan, surtout chez les producteurs de coca. Rapidement, des mobilisations demandant l'annulation de la Loi 180 étaient annoncées. Le gouvernement commença à mobiliser tout son appareil des secteurs sociaux proches, avec l'intention de montrer que la 8^{ème} marche n'avait été qu'une mobilisation orchestrée par quelques dirigeants autochtones et financée par des ONG. Dans ce contexte, il incitait à organiser une marche composée des producteurs de coca et de quelques autochtones vivant dans le secteur du TIPNIS colonisé par les paysans producteurs de coca et organisés en Conseil Autochtone du Sud [Consejo Indígena del Sur – Conisur]. Les familles autochtones qui vivent dans cette zone ont abandonné toute forme d'organisation autochtone et ont renoncé à la propriété collective du territoire. Comme propriétaires individuels, ils cultivent la feuille de coca. La marche du Conisur est partie le 20 décembre depuis la zone du Chaparé, région où vécut le Président Evo Morales, vers le siège du gouvernement. Avant même la fin de l'année, la mobilisation n'était plus vraiment couverte par les médias, soumise à l'indifférence pour la demande illégitime et impopulaire qu'elle revendiquait, une demande nécessaire au gouvernement pour justifier la décision de modifier la Loi 180 de protection du TIPNIS et de faire passer la fameuse route par le territoire comme le souhaite le gouvernement.

Le renforcement politique du mouvement autochtone

La 8^{ème} marche a eu quelques résultats intéressants pour les organisations autochtones qui se sont converties en un acteur politique protagoniste dans le scénario actuel face à la disparition temporaire de l'opposition des secteurs de droite. Le gouvernement a créé un adversaire en son sein, s'infligeant ainsi un dommage stratégique important puisque les peuples autochtones représentent le principal secteur social qui lui octroie une légitimité nationale et internationale. Cela a démontré que le « processus de changement » n'est pas Evo Morales ni le gouvernement mais ceux qui exigent l'accomplissement de leur agenda et qui se mobilisent pour approfondir les transformations que suppose la structuration de l'État plurinational, demande que le gouvernement a temporairement abandonné. L'impact social notable de la marche autochtone dans les villes, surtout auprès de la jeunesse qui s'est mobilisée par les réseaux sociaux virtuels et sur les places des villes de l'axe Santa Cruz- Cochabamba – La Paz, permet d'imaginer la ré articulation d'un nouveau référent social à base urbaine, jusqu'à présent inexistante, qui impulse un nouvel agenda politique.

Dans les Basses Terres, la mise en application de la Constitution nationale comme agenda unificateur de ce germe social amène à penser que l'arrivée d'un État plurinational dans ces régions ne constitue pas une consigne de parti mais une réalité dans laquelle nous pouvons impliquer la citoyenneté urbaine non organisée.

Les dangers de l'indéfinition d'un agenda clair

L'absence de programme ou d'agenda clair qui articule le nouveau germe d'un mouvement en gestation reste toutefois notable. L'éloignement temporaire du mouvement autochtone avec son allié politique naturel, le gouvernement, a impliqué un dangereux rapprochement entre des leaders autochtones et des représentants de la classe politique conservatrice, mise à la marge et sans option politique immédiate sur le plan national mais qui a adopté un discours indigéniste et environnementaliste pour tenter de remonter la pente sur la scène politique. Pour une grande majorité de Boliviens, l'image des autochtones est actuellement très positive et ils représentent le seul acteur politique qui peut réellement poser de sérieuses difficultés à Evo Morales. Mais sans une proposition claire, le risque est de voir, au final, les secteurs au pouvoir imposer leur agenda au mouvement autochtone en profitant de la grande légitimité sociale que ce dernier a conquise.

Notes et références

¹ 64 communautés habitent le TIPNIS. Celles-ci sont représentées par la sous-centrale des peuples Yuracaré, Tsimane et Mojeño-Trinitario du Territoire Autochtone et Parc National Isiboro Sécure.

² C'est-à-dire que cette production est destinée à la production de cocaïne.

³ Deux des principaux motifs visibles dans ce conflit sont les suivants. D'une part, le Brésil fait pression pour que se construise cette route qui lui ouvre une nouvelle voie vers le Pacifique en passant par la Bolivie dans le contexte des mégaprojets IIRSA. D'autre part, la route favorisera l'expansion des cultures de coca, étendant par la même occasion le domaine territorial des paysans cocaleros, principale force sociale du gouvernement.

⁴ Les peuples autochtones des Basses Terres ont progressivement présenté leurs demandes au cours de plusieurs mobilisations sociales. La première marche fut menée précisément par les peuples du TIPNIS en 1990. Elle constitue l'action sociale de référence qui a permis aux autochtones de devenir visibles face à la société nationale bolivienne en tant que collectif social différencié. La seconde se réalisa en 1996 et les peuples autochtones mobilisés ont obtenu l'approbation de la loi de l'Institut National de Réforme Agraire (INRA). La troisième eut lieu en 2000 et a permis l'activation du processus de titularisation de terres. La quatrième sollicitait la convocation d'une assemblée nationale constituante. À l'issue de la cinquième marche en 2006, des modifications de la loi INRA étaient adoptées. À l'issue de la sixième marche en 2007, l'autonomie autochtone était incorporée dans le projet de constitution de l'Assemblée Constituante. La septième marche de 2010 obtenait la viabilisation de l'autonomie autochtone.

⁵ Le chancelier David Choquehuanca insinua aussi que la marche comptait avec des hommes armés appartenant à la droite, ce qui était absolument faux.

⁶ La déclaration textuelle de Choquehuanca rapporte qu'il fut « obligé à marcher par les camarades ».

⁷ La plateforme présentait les points suivants : Non à la route par le TIPNIS. Réduction des impacts environnementaux dans le Parc National Aguagüé. Accomplissement de la consultation des organisations autochtones sur le développement normatif autour des thèmes des ressources naturelles et des autonomies. Relance de la titularisation des territoires. Incorporation de politiques de développement dans le Plan National. Réactivation des politiques publiques en matière d'éducation, de communication et de santé.

⁸ La constitution bolivienne a adopté une forme mixte de conformation du Pouvoir Judiciaire. Dans un premier temps, la liste des candidats fut élaborée par l'Assemblée Législative Plurinationale après un processus de présélection. Puis, ces candidats furent élus par vote populaire. L'opposition a dénoncé la manipulation des listes des candidats par la majorité parlementaire du parti du gouvernement et a organisé une campagne pour le vote nul lors de ces élections.

⁹ L'un des axes de la campagne de discrédit de la 8^{ème} marche reposait sur l'idée, entre autres faussetés qui a amplifié le rejet et le discrédit sur le gouvernement, que celle-ci poursuivait des objectifs politiques et était l'instrument de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, stimulée et financée par des ONG liées à USAID.

¹⁰ Organe electoral Plurinacional, 2011, resultados oficiales elecciones judiciales y del tribunal Constitucional Plurinacional 2011, <http://www.oep.org.bo/Resultados2011>.

¹¹ « Evo reclama la pasividad de Cochabamba ante presiones » in *Página siete*, 29 octobre 2011, <http://www.paginasiete.bo/2011-10-29/Nacional/Destacados/300000329-10-11-P720111029SAB.aspx>

Leonardo Tamburini est avocat, spécialisé sur les ressources naturelles, l'environnement, les droits territoriaux autochtones et les droits humains. Il est actuellement directeur du Centre d'Etudes Juridiques et de Recherches Sociales (Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social – CEJIS)

*Source : IWGIA, El Mundo Indigena 2012.
Traduction de l'espagnol par Laurent Lacroix,
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine*